

RPN branche Maladie :
Accompagnement à la mise en œuvre du SDSI (épisode 5)

Lundi 28 novembre 2011
UCANSS (PARIS)

« Quand l'actualité parlementaire s'invite dans une négociation du RG »

Pas de chance pour le SDSI de la branche Maladie et la négociation sur le dispositif d'accompagnement de la réorganisation du secteur informatique, le PLFSS 2012 a surgi dans une négociation qui tournait d'ailleurs en jus de boudin. Entre questionnements restés sans réponse (cf notre compte rendu précédent de la RPN du 15/11/2011) et réponses sans perspectives....

La Fédération FO ayant fort opportunément évoqué deux mesures contenues dans la nouvelle Loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2012, les représentants de la CFTC ont également fait part des questions que cela posait.

En reprenant à leur compte certaines des analyses et conclusions développées par la Cour des Comptes (et l'IGAS) dans de récents rapports sur la gestion des Régimes de Sécurité Sociale, les parlementaires ont imposé à l'Institution les deux mesures suivantes :

↳ de nouvelles mesures d'économies dans leur gestion, soit pour les quatre années à venir une ponction de 220 Millions d'euros.

↳ l'instauration d'une convention-cadre de performance inter régimes qui viendrait coiffer les COG actuelles. Elle viserait « *des actions communes de mutualisation entre Organismes dans le domaine de la gestion immobilière, des achats, de la communication et des systèmes d'information* »....

De telles perspectives ne sont assurément pas neutres...loin s'en faut.
Un tel contexte éclaire d'un autre jour le projet de réorganisation de l'informatique de la branche Maladie qui ne saurait se réduire à des objectifs techniques visant à améliorer la capacité à faire. Au-delà de cet enjeu, s'affiche clairement la recherche d'économies et la volonté de poursuivre et de développer les opérations de regroupements de sites.

La Fédération CFTC a donc renouvelé des questions maintes fois posées. Elles se rapportent au coût de la sous-traitance (coût à rapporter aux charges actuelles en frais de personnel), au mode d'exercice du travail (entre transferts géographiques des machines et mobilité des personnels). Sachant qu'il y a incompatibilité entre le choix laissé aux agents (principe du volontariat) et la disparition du lieu de travail et/ou de l'activité exercée et que le chantier du travail mobile (à moins qu'il ne s'agisse du télétravail, allez savoir) n'a toujours pas été ouvert.

Face à cette question récurrente, le Directeur de la DDSI n'a pas réellement donné beaucoup d'informations si ce n'est un chiffre portant sur la volumétrie de l'activité de développement (laquelle passerait de 110.000 jours à 130.000 jours agents). Chacun appréciera ce que cela peut représenter en prestations externes...

Parce que les orientations prises par la représentation nationale ne manqueront pas de peser sur l'organisation générale de l'institution, le Directeur de l'UCANSS a admis que cela pouvait avoir une incidence sur les négociations à mener au sein des réseaux, entre niveau local et négociation à l'échelon national. Le COMEX va en être saisi. Mais n'est ce pas le moins qu'on puisse attendre !

Les représentants de la Fédération CFTC – prenant appui sur certaines pratiques particulièrement préoccupantes qui se développent notamment sur la Région n parisienne – ont réaffirmé leur attachement au principe d'un lieu privilégié de négociation au sein de l'UCANSS pour autant qu'elle se fonde sur une communication approfondie et loyale.

[Prochaine RPN sur le SDSI de la branche Maladie : Mardi 20/12/2011.](#)